

## **Séance ordinaire du jeudi 16 décembre 2021**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Ressources humaines et dialogue social**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Yvan NOSBE, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Agnès SAURAT, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

#### **Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

## **Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Création de services communs et conventions de création de services communs - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite de cette création, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, il convient de créer des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole, ainsi qu'à plusieurs missions. La très grande majorité de ces nouveaux services communs ne comprennent à ce stade que les postes de direction permettant ainsi aux pôles de fonctionner.

Au fur et à mesure de l'avancement de l'organisation des pôles et des missions, les services communs seront modifiés afin de répondre aux enjeux organisationnels.

Les services communs devant être créés sont les suivants :

1. Pôle Finances et contrôle de gestion : poste de directeur uniquement ;
2. Pôle Numérique et Donnée : poste de directeur uniquement ;
3. Pôle Ressources Humaines : poste de directeur uniquement ;
4. Pôle Moyens généraux : poste de directeur uniquement ;
5. Pôle Patrimoine Immobilier : poste de directeur uniquement ;
6. Pôle Juridique, Achats et Assemblées : poste de directeur uniquement ;
7. Pôle Stratégie Foncière et Immobilière : poste de directeur uniquement ;
8. Pôle Attractivité Economique et Emploi : poste de directeur uniquement ;
9. Pôle Développement Urbain : poste de directeur uniquement ;
10. Pôle Proximité Espaces Publics : poste de directeur uniquement ;
11. Pôle Biodiversités, Paysages, Agroécologie et Alimentation : poste de directeur uniquement ;
12. Pôle Relations aux Usagers aux Habitants et Engagement Citoyen : poste de directeur uniquement ;
13. Pôle Sports : poste de directeur et assistante de direction ;
14. Pôle Culture et Patrimoine : 2 postes de co directrices ;
15. Mission Contractualisations et Partenariats : poste de directeur uniquement ;
16. Mission Marge de manœuvres : poste de directeur uniquement ;
17. Mission Prospectives, Transformation et Evaluation : poste de directeur uniquement ;
18. Mission Transition Energétique et Climatique : poste de directeur uniquement ;
19. Mission Mosson Cévennes : poste de directeur uniquement.

L'ensemble des services communs sont créés par conventions à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 sans limitation de durée. Les conventions de création de services communs pourront néanmoins être dénoncées par le Maire ou le Président à tout moment.

Le service commun de Pôle Relations aux Usagers aux Habitants et Engagement Citoyen sera géré par la Ville de Montpellier.

L'ensemble des autres services communs créés par la présente seront gérés par Montpellier Méditerranée Métropole.

La création de ces services communs a fait l'objet d'un avis du Comité Technique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la création des services communs tels que définis ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions de services communs afférentes à la création des services communs ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 21 décembre  
2021**

**Pour extrait conforme,  
Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 21 décembre 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- FCG
- PND
- RH
- MG
- PI
- JAA
- SFI
- ADEE
- DU
- PEPS
- BPAA
- RUHEC
- SPORTS
- CULTURE
- CONTRACTUALISATION
- MARGE DE MANOEUVRES
- PROSPECTIVES
- TRANSITION EC
- MOSSON CEVENNES

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20211216-176015-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 21/12/21  
Réception en Préfecture : 21/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.